

DAVID BUTLER

Le système de partis :
« désalignement » ou « réalignement » ?

La vie politique britannique est dans une phase de fluctuations continues. Bien que, avec Mme Thatcher, le pays connaisse une de ses périodes les plus longues de gouvernement fort et stable, l'incertitude quant à la permanence de la structure partisane existante n'a jamais été plus grande. C'est en partie attribuable au comportement des hommes politiques mais encore davantage au comportement des électeurs (dans la mesure où on peut séparer les deux).

La Grande-Bretagne est, en règle générale, considérée comme l'exemple type du bipartisme. Le schéma est simple : dans une Chambre des Communes rectangulaire, Gouvernement et opposition siègent face à face, chaque camp étant composé d'un seul parti ; un bouleversement électoral conduit seulement à une permutation des partis d'un côté à l'autre de la Chambre.

La réalité n'a jamais été aussi simple. Il suffit de considérer les cent dernières années. Il a fallu au moins une génération pour passer de l'affrontement conservateurs-libéraux du XIX^e siècle à l'affrontement conservateurs-travailleurs au XX^e. En outre, on trouve de nombreuses périodes où des partis, autres que les deux grands, ont joué un rôle significatif. Aussi le réalignement partisan, auquel on assiste aujourd'hui, n'est-il pas un phénomène nouveau.

De 1880 à 1918, plus de 80 des 100 sièges irlandais étaient occupés par des nationalistes qui ne voulaient à aucun prix être liés aux grands partis britanniques et jouaient un rôle indépendant à Westminster. En outre, de 1886 à 1911, les conservateurs ont été alliés à un groupe de libéraux unionistes (groupe qui a oscillé entre 50 et 80). Au XX^e siècle, on a vu le Parti travailliste, à partir de 29 sièges en 1906, devenir,

en 1918, le principal parti d'opposition. Il n'empêche que le déclin libéral a pris du temps : en 1923, les députés libéraux occupaient encore 151 sièges et 59 en 1929. Mais ils étaient tombés à 12 en 1945 et à 6 en 1951. Toutefois, il ne s'agissait pas d'une phase terminale puisque, aujourd'hui, la Chambre des Communes comprend 25 députés de l'Alliance, 18 libéraux et 7 sociaux-démocrates.

Par conséquent, l'affirmation que la Grande-Bretagne dispose d'un Gouvernement majoritaire reposant sur le soutien d'un seul parti n'a été vraie, sans équivoque, que pendant la moitié des cent dernières années. Depuis 1885, il y a eu trente-deux années pendant lesquelles aucun parti n'a disposé d'une majorité absolue à la Chambre ; en outre, dans les soixante-huit années restantes on compte dix-huit années de gouvernement de coalition, malgré le fait qu'un des partis ait été en mesure de gouverner seul. Il n'en reste pas moins que dans la période de l'immédiat après-guerre, on a pu penser que l'alternance bipartisane était devenue la norme. Les tiers partis ont à peine compté, de 1945 à 1970. Ce n'est plus le cas actuellement.

La versatilité de l'électorat et ses causes

Ce changement fondamental dans la vie politique britannique vient d'un accroissement considérable de la versatilité de l'électorat. Dans la période 1946-1966, on a eu une remarquable stabilité. Les sondages Gallup — qui chaque mois, posent la même question : « quel serait votre vote s'il y avait une élection générale demain ? » — notaient des fluctuations extraordinairement limitées. Toutes ces années, sauf trois, l'avance des conservateurs sur les travaillistes, ou *vice versa*, a oscillé de moins de 10 % sur une période de douze mois, ce qui veut dire qu'alors seuls 5 % des électeurs au plus changeaient d'intentions de vote. En outre, 8 % seulement des élections partielles voyaient le parti en place perdre le siège. De 1966 à 1986, par contre, les choses ont été bien différentes. A l'exception de deux années, l'avance d'un parti sur l'autre a oscillé de plus de 10 % et même de plus de 20 % pendant huit années ; et, dans 21 % des élections partielles, le parti titulaire du siège a été battu.

Dans les années 50, le *swing* (1) moyen aux élections générales a été de 1,4 %. Aux trois dernières élections générales, il a été de 3,4 %. Au cours des élections partielles de la période 1952-1955, le *swing* a été de 1,5 %. Au cours d'une même période de trois ans, trente ans

(1) N.d.t. : le *swing* est la moyenne du déplacement des voix d'un grand parti à l'autre et *vice versa*.

plus tard (1982-1985), il a été de 4,5 %. Pendant les campagnes électorales elles-mêmes, le public s'est également révélé beaucoup plus volage. Pendant la bataille de trois semaines, en mai 1955, l'avance des conservateurs a varié au plus de 3 % et de 3,5 % en 1959. Au cours du mois de février 1974, les libéraux sont passés de 11 à 20 % des intentions de vote et les pourcentages conservateurs et travaillistes ont varié chacun de 5 %. Pendant la campagne de 1983, enfin, les intentions de vote pour les conservateurs ont monté jusqu'à 52 % et pour les travaillistes jusqu'à 37 % ; par contre l'Alliance est descendue aussi bas que 14 %. Quant au résultat réel final, il a été de 42 % pour les conservateurs, 28 % pour les travaillistes et 26 % pour l'Alliance. Dernier indicateur de la versatilité partisane : la variation du nombre de ceux qui se déclarent fortement attachés à un parti : de 47 % en 1964, ce chiffre est passé à 25 % en 1983.

Ce phénomène a reçu quatre types d'explications. La première est fournie par les progrès de l'enseignement. La plupart des électeurs britanniques nés en 1900 ont quitté l'école à treize ans ou quatorze ans. La plupart des électeurs nés depuis 1950 ont quitté l'école à seize ans. Surtout, la proportion des adolescents entrant dans l'enseignement supérieur est passée de 1 % en 1900 à 20 % en 1985. La diffusion de la presse « sérieuse » a presque doublé entre 1950 et 1985. Un électorat mieux éduqué tend à être un électorat plus ouvert — ou du moins qui tend à penser qu'il est plus ouvert. Ce seul fait ne peut que renforcer la proportion des électeurs flottants.

La deuxième explication est liée à l'expérience politique récente. La seconde guerre mondiale et ses suites ont amené un public, qui pouvait comparer la désolation des années 30 et la prospérité toujours plus grande des années 50, à croire que les Gouvernements étaient capables de résoudre les problèmes. Mais, dès le début des années 60, on a vu la situation de la Grande-Bretagne se détériorer : l'Empire a disparu et, dans le classement international des niveaux de vie, la place de la Grande-Bretagne n'a cessé de reculer. Au début, l'électorat tendit à blâmer le parti au pouvoir. Mais l'alternance gouvernementale n'améliora pas la situation. En 1964, 1970, 1974 et 1979, c'est l'opposition qui prit le gouvernail mais sans parvenir à entraîner le pays vers un cap plus prospère. Il devint de plus en plus difficile d'être un militant aux idées simples, persuadé que seul son parti détenait le monopole de la sagesse.

La modification des structures sociales constitue la troisième explication. En 1945, 26 % des Britanniques vivaient dans les logements dont ils étaient propriétaires. En 1985, cette proportion avait atteint 51 %. En 1945, 75 % de l'ensemble des emplois étaient

manuels, en 1985 ce chiffre était tombé à 50 %. Le Parti travailliste, avec sa base électorale de travailleurs manuels, dont la plupart étaient locataires de logements sociaux, ne pouvait que décliner à moins de trouver de nouvelles sources de vitalité. Chaque effritement en amenait un autre dans la mesure où il affaiblissait la solidarité des communautés. En effet, lorsqu'un membre d'une famille ouvrière parvient à un emploi de classe moyenne ou à un schéma de consommation de classe moyenne, qu'il s'agisse de son logement ou d'autres biens externes, des pressions contraires se développent qui risquent de le dissuader de rester loyal au parti des travailleurs. Devant une telle situation le Parti travailliste n'est pas parvenu à réagir en élargissant son électorat potentiel ; bien plus, il s'est refermé sur lui-même, devenant plus sectaire et intolérant, s'aliénant ainsi bon nombre de ses supporteurs les plus fidèles.

Mais, la quatrième — et sans doute la plus importante — explication de la croissance de la versatilité de l'électorat se trouve dans l'avènement de la télévision comme source principale de l'information politique. En 1950, peu de gens regardaient la télévision ; de toute façon elle n'avait guère de contenu politique ; la plupart des électeurs tiraient leur information d'un seul quotidien souvent très partisan. Dès 1965, 90 % des électeurs avaient une télévision qui était devenue leur source principale d'information politique. La BBC et les stations commerciales étaient contraintes par la loi à la neutralité entre les partis. Cette couverture équilibrée de la vie politique a transformé la vision que le public populaire s'en faisait. Les porte-parole des partis ont dû modifier leur style ; l'invective et l'exagération, pain quotidien des débats parlementaires, les auraient en effet desservis alors qu'ils s'introduisaient sans être invités dans les salles de séjour de leurs concitoyens. Les affrontements télévisés devinrent des conversations de salon entre députés bien élevés, issus d'Oxbridge, usant d'arguments châtiés et s'interpellant par leurs prénoms ; d'un côté, ces débats montraient à l'auditeur que 80 % des hommes politiques étaient d'accord sur 80 % des problèmes nationaux et, de l'autre, ils révélaient, source d'aliénation pour le public, qu'il y a davantage en commun entre deux élus de partis différents qu'entre un élu et un non-élu du même parti. Il n'est donc pas surprenant que l'électeur britannique ait trouvé bien plus facile de changer d'allégeance partisane dans les années 80 que dans les années 50. Mais, tandis que la versatilité des électeurs facilitait le réalignement partisan, celui-ci n'aurait toutefois pu se produire sans la contribution à la fois positive et négative de la classe politique.

Le rôle des partis eux-mêmes

On a dit de la Grande-Bretagne que c'était un pays « consensuel », libre des héritages sectaires légués aux autres pays par les conflits civils et religieux du passé. Dans les années 50, le terme de « butskellisme » a été forgé pour décrire l'accord tacite entre conservateurs et travaillistes sur la nature du débat politique et symbolisé par deux hommes : R. A. Butler et Hugh Gaitskell. Tous deux acceptaient le *Welfare State* et l'économie mixte. Les conservateurs allaient éviter toute revanche réactionnaire ; les travaillistes n'allaient pas abandonner une stratégie de défense basée sur l'OTAN ou se laisser tenter par le socialisme révolutionnaire. Le butskellisme a régné pendant un quart de siècle. Mais, vers la fin des années 70, il parut se désagrèger : les politiciens eux-mêmes allaient ouvrir la voie au réaligement partisan.

Mme Thatcher a été le premier leader en cinquante ans à sortir de l'aile droite du Parti conservateur. Elle s'est attaquée au consensus ; elle voulait renverser la « spirale » socialiste, c'est-à-dire le postulat selon lequel toute mesure d'intervention étatique, une fois prise, l'était pour toujours ; elle voulait réduire la proportion du produit national brut absorbé par l'Etat ; elle voulait diminuer le pouvoir et les privilèges des syndicats ; elle voulait enfin privatiser les industries nationalisées. Mais ses exigences populistes en faveur d'une baisse de la fiscalité signifiaient un déclin des services sociaux. De la même façon, la réduction des dépenses publiques impliquait une réduction de l'autonomie du Gouvernement local et notamment de son droit de lever des impôts et de dépenser de l'argent.

Une partie de ce nouveau programme a reçu un accueil favorable, mais certains de ses aspects constituaient une menace fondamentale pour les intérêts acquis et les valeurs en place ; si bien que la gauche travailliste n'a pas été seule à se sentir mal à l'aise devant la mise en cause du consensus traditionnel. Même au sein des zones de force conservatrices, apparut alors une vaste clientèle potentielle pour un parti « modéré ». Il en fut de même à gauche. Après la défaite de 1979, le Parti travailliste s'écarta violemment de la recherche du consensus. Une grande partie de ce que le Parti avait réalisé au pouvoir fut rejeté. Michaël Foot fut élu leader. Il y eut de plus en plus de partisans du désarmement nucléaire unilatéral et le Parti souscrivit l'engagement de quitter la Communauté européenne. En outre, une véritable révolution interne transféra le pouvoir des parlementaires aux partis de circonscriptions et aux syndicats. Les députés devaient être soumis automatiquement à la « re-sélection » de la base et le

leader fut choisi par le congrès et non plus par le parti parlementaire (2). Ce transfert d'influence en faveur des activistes de gauche en était trop pour de nombreux modérés, notamment pour l'ancienne minorité pro-européenne au moment de la bataille pour l'entrée dans le Marché commun.

Roy Jenkins, qui avait été leader adjoint du Parti et un important ministre du cabinet avant d'être nommé en 1977 président de la Commission européenne, avait déjà indiqué, dans une conférence de novembre 1979 restée célèbre, sa croyance dans la nécessité d'une troisième force. Apparemment David Steel, le leader libéral, le découragea de rallier les libéraux car, selon lui, un nouveau parti avait plus de chance que le vieil ennemi libéral de constituer un refuge pour électeurs en rupture avec le Parti travailliste. Le moment décisif intervint en janvier 1981 quand la gauche travailliste, au cours d'un congrès extraordinaire fit changer la procédure de l'élection du leader. Roy Jenkins, en commun avec trois anciens ministres du cabinet, Shirley Williams, David Owen et William Rodgers, provoqua immédiatement une scission. Le Parti social-démocrate recruta rapidement plus de 20 députés travaillistes et plus de 60 000 adhérents, dont beaucoup n'avaient jamais fait de politique active. Le nouveau parti connut vite des succès spectaculaires aux élections partielles ; dès la première année, S. Williams puis R. Jenkins retrouvèrent un siège au Parlement. Le nouveau parti forma, en effet, une Alliance étroite (3) avec les libéraux, produisant un programme commun et se répartissant les candidats aux élections sans trop de difficultés.

La vague de l'Alliance reflua en 1982 lorsque la guerre des Malouines ramena les conservateurs en tête dans les intentions de vote, mais, lors des élections générales de juin 1983, l'Alliance talonnait les travaillistes pour la seconde place (4). Bien que, depuis, elle ait connu des flux et des reflux, à l'automne 1985, certains sondages mettaient l'Alliance en tête ; à la fin de l'année elle avait retrouvé la troisième place, mais avec 30 % des intentions de vote, soit presque autant que les deux autres partis. Un système de trois partis semblait fortement enraciné.

Mais l'Alliance a un long chemin à parcourir et, il n'est pas exclu

(2) N.d.t. : selon la pondération suivante : 40 % des voix aux syndicats, 30 % aux partis des circonscriptions, 30 % aux parlementaires (uniquement, comme avant, les élus à la Chambre des Communes).

(3) N.d.t. : d'où le nom de la coalition.

(4) N.d.t. : 25,4 % des voix contre 27,6 % aux travaillistes et 42,4 % aux conservateurs (résultats pour l'ensemble du Royaume-Uni).

que les autres partis finissent par chercher à réoccuper le terrain central que leur imprévoyance a laissé libre à la conquête de l'Alliance. Le gouvernement de Mme Thatcher, malgré son slogan de « pas de demi-tours » (*no U-turns*), semble prêt à mettre en œuvre certaines politiques « distributives », recours traditionnel des gouvernements en passe de réélection. M. Kinnock, bien qu'issu de la gauche travailliste s'est battu contre les « impossibilistes » de son parti, pour lui faire adopter des politiques plus acceptables pour l'opinion moyenne. L'Alliance, malgré le succès personnel que connaissent ses leaders (5) et la facilité avec laquelle elle évite généralement les querelles intestines, n'en éprouve pas moins des difficultés, avec un groupe parlementaire réduit à 25 députés, à obtenir sa juste part de publicité. Son meilleur espoir de faire triompher son image raisonnable et modérée est dans la persistance de la dissuasion que l'intransigeance de Mme Thatcher et des « durs » du Parti travailliste exercent sur les supporters traditionnels des deux grands partis.

Le risque est grand, bien entendu, de se laisser prendre à la séduisante simplicité du modèle linéaire gauche-droite. Selon ce modèle, chaque personnalité, chaque concept et chaque parti peut être placé quelque part sur la ligne gauche-droite ; le succès dépend alors de l'occupation ou non d'une position suffisamment centrale pour obtenir une majorité. Cependant, comme le monde ne le sait que trop, le populisme de l'extrême-droite comme celui de l'extrême-gauche peuvent, en raison des circonstances, obtenir des soutiens si massifs qu'ils ridiculisent ce modèle simpliste. Il n'empêche que, dans le credo politique britannique, ce modèle a encore sa justification et explique assez largement la stratégie de l'Alliance et dans une moindre mesure celle des deux autres partis.

Mais l'Alliance connaît un autre handicap qui, cette fois, est technique et non idéologique. Sa force électorale est très également répartie dans le pays, aussi a-t-elle besoin d'obtenir davantage de voix que les autres partis pour gagner des sièges. Le tableau ci-après examine les résultats possibles des prochaines élections générales (dans l'hypothèse de *swings* uniformes à partir des résultats de 1983).

On voit que les Partis conservateur et travailliste peuvent obtenir la majorité absolue des sièges avec 38 % des voix en Grande-Bretagne seule (hypothèses *a* et *b*) ; quant à l'Alliance, il lui en faut 41 % (hypothèse *c*). En outre, l'Alliance pourrait obtenir plus de voix que les deux autres partis sans, pour autant, gagner davantage de sièges (hypothèse *d*). Cependant, les chances qu'aucun parti

(5) David Steel pour les libéraux, David Owen pour le SDP.

Cinq hypothèses pour les prochaines élections générales

	% Voix (G.-B.)			Nombre de sièges (R.-U.)				Ecart Majorité- Opposition
	Cons.	Trav.	All.	Cons.	Trav.	All.	Divers	
Résultat de 1983	43,8	28,6	26,5	397	209	23	21	+ 144
a) victoire serrée conservat.	38,8	34,1	26,0	331	268	27	24	+ 12
b) victoire serrée travailliste	30,3	38,1	30,5	228	330	67	25	+ 10
c) victoire serrée Alliance	29,8	27,6	41,5	94	200	330	26	+ 10
d) Parlement sans majorité (ex. 1)	31,8	31,6	35,5	237	269	119	25	— 112
e) Id. (ex. 2)	35,8	38,1	28,0	290	311	25	24	— 28

n'obtienne 38 % des voix sont considérables ; dans ce cas, l'Alliance détiendrait une minorité de blocage. S'il en est ainsi, les leaders de l'Alliance essaieront de faire de l'introduction de la représentation proportionnelle la condition de leur soutien au gouvernement. La représentation proportionnelle assurerait le maintien du multipartisme et du même coup la permanence du réalignement des partis.

Bibliographie

- V. Bogdanor, *Multi-party politics and the Constitution*, Cambridge, CUP, 1983.
D. Butler, *Governing without a majority*, Oxford, Martin Robertson, 1982.
I. Bradley, *Breaking the mould*, Oxford, Martin Robertson, 1982.
D. Butler et D. Kavanagh, *The British General Election of 1983*, Londres, Macmillan, 1984.
A. Heath, R. Jowell, J. Curtice, *How Britain votes*, Londres, Pergamon Press, 1985.
J. Leruez, J.-C. Sergeant, W. Toboul, *Les partis politiques britanniques, du bipartisme au multipartisme ?*, Paris, PUF, 1982.

RÉSUMÉ. — *L'image simpliste du bipartisme n'est plus vraie. La versatilité de l'électorat et les changements idéologiques ont enraciné un système de trois partis.*